



Radio France brûle et la direction verse l'essence

une réponse aux arguments avancés pour justifier l'arrivée
du directeur adjoint de *Valeurs actuelles* sur France Inter

- Charles Sapin est un journaliste compétent qui a travaillé pour *Le Parisien*, *Le Figaro* et *Le Point* avant de rejoindre *Valeurs actuelles*, "sans qu'aucun écrit moralement critiquable n'ait été porté à notre connaissance"

De quelle compétence parle-t-on?

Du combat éditorial de Charles Sapin pour qu'on ne taxe plus le Rassemblement National de formation d'extrême droite ?

De sa nécrologie de Jean-Marie Le Pen dans *Le Figaro*, lequel, écrit Charles Sapin, était "perçu comme raciste, xénophobe ou antisémite par ses détracteurs", alors que l'ancien président du FN a été condamné plus d'une vingtaine de fois pour ces délits ?

De son emploi de l'expression "événements d'Algérie" pour parler de cette guerre et de sa capacité à passer sous silence la torture ? Cela s'appelle au mieux **un biais partisan, au pire du révisionnisme.**

- "*Valeurs actuelles* va changer et Charles Sapin en sera l'artisan"

La direction de Radio France nous demande donc, radio de service public, de **participer à l'opération de fusion des droites**, objectif affiché de Pierre-Edouard Stérin, l'un des actionnaires de *Valeurs actuelles*. Une directive d'autant plus mortifère qu'elle s'inscrit dans un contexte de fragilisation du service public, calomnié par la commission Alloncle et l'extrême droite depuis des mois.

- "C'est quoi ce psychodrame pour moins de 3 minutes d'antenne ?"

Charles Sapin n'intervient pas dans un débat ou une émission en tant qu'invité mais bien en tant que **salarié du service public, dans un format excluant tout contradictoire**. Cela change tout. Rappelons également que le journal dont il est devenu directeur adjoint a participé à la cabale contre Thomas Legrand, évincé de France Inter.

- Charles Sapin rejoint trois autres "signatures respectées avec des sensibilités différentes", l'audiovisuel public se doit d'être "impartial"

"On ne parle pas recettes de cuisine avec des cannibales" disait l'historien résistant Jean-Pierre Vernant. Le pluralisme s'arrête aux ennemi-es du pluralisme. Preuve qu'une autre position est possible : en Belgique francophone, le cordon sanitaire médiatique empêche que les représentants d'extrême droite dispose d'un temps de parole libre en direct depuis 30 ans.

- "Nous n'avons livré aucune tête"

La direction prétend avoir défendu les salarié-es de Radio France face aux pressions extérieures qui se sont notamment multipliées pendant la commission Alloncle. Pourquoi a-t-elle décidé de **ne pas reconduire Thomas Legrand** en cette rentrée, malgré la promesse de lui accorder un podcast ? Pourquoi choisit-elle **le silence quand des journalistes de Radio France sont cyberharcelé-es par l'extrême droite** sur les réseaux sociaux ?

Nos dirigeant-es se vantent par ailleurs de défendre nos humoristes, nous pensent-ils si amnésiques au point d'en oublier **l'affaire Guillaume Meurice** ?

- "Certains seront tentés de s'engager dans une logique de guerre culturelle"

La bataille idéologique contre l'audiovisuel public est en cours, que la direction de Radio France le veuille ou non. Les projets des milliardaires Vincent Bolloré et Pierre-Edouard Stérin (l'un des actionnaires de *Valeurs actuelles*) sont largement documentés et même revendiqués : promouvoir les idées nationalistes et identitaires dans les médias, "imposer les thèmes et en maîtriser la fenêtre d'Overton", "décrédibiliser et attaquer les idées adverses" selon l'extrait du projet Périclès dévoilé par *L'Humanité*.

- "Depuis deux ans, vous travaillez sous soupçon permanent."

Ce n'est pas le soupçon qui explique la réaction des salarié-es de Radio France, attaché-es au respect de la déontologie. En revanche, ce sont les intimidations et vagues de cyberharcèlement sur les réseaux sociaux contre des journalistes titulaires et précaires de Radio France, c'est la récente citation à comparaître devant le tribunal du Canon français (lui aussi financé par Pierre-Edouard Stérin, co-actionnaire de *Valeurs actuelles*) qui vise une rédaction du réseau local, c'est une invitation à l'antenne de la directrice de *Boulevard Voltaire*, torchon nationaliste extrémiste ayant participé au dénigrement du travail d'une journaliste de Radio France, sans que son titre ne soit mentionné. Ce sont aussi des hommes et femmes politiques qui évoquent le "grand remplacement" à l'antenne sans qu'aucune rectification sur le caractère hautement fantaisiste et raciste du concept ne soit effectué.

Toutes ces attaques graves et répétées renforcent notre volonté de dire **STOP à la banalisation de l'extrême droite et de ses idées à Radio France**.

Tous et toutes en grève le 13 et 14 septembre !

Ce travail de remise au point est garanti sans IA.

Paris, le 8 septembre 2026